

que nos concitoyens puissent exploiter nos ressources et que nos entreprises s'engagent dans cette exploitation sur un pied d'égalité avec les Américains. Si les Américains peuvent emprunter des dollars canadiens, pourquoi les Canadiens ne pourraient-ils pas le faire aussi?

Au moins les gens qui ont des intérêts dans les banques savent à quoi s'en tenir. Ils savent la proportion des actions que doivent détenir les citoyens canadiens et celle qui est permise aux investisseurs étrangers. A moins de modifier notre assiette fiscale et notre attitude en matière d'impôt, nous découragerons les investisseurs. Ce sera la fin du commerce des valeurs, la fin de l'industrie extractive, la fin du développement. Il sera impossible aux Canadiens de posséder leurs entreprises.

Je pourrais poursuivre la lecture du compte rendu de l'entrevue. A la fin, le ministre a dit, «Vous savez, il faut créer des emplois pour les Canadiens.» Nous savons qu'il faut créer des emplois. Pourtant, le Livre blanc sur la réforme fiscale a alarmé l'industrie extractive au point que des gens ont été mis à pied. C'est cela qui arrive.

**L'hon. M. Ricard:** Le gouvernement crée le chômage.

**M. Woolliams:** Le ministre prétend que les politiques actuelles seront à l'avantage du gagne-petit. Sont-elles bonnes pour le gagne-petit lorsqu'il se trouve sans emploi? Je pense qu'il préférerait payer des impôts et conserver son emploi. Le Livre blanc sur la réforme fiscale a eu pour effet de créer du chômage. Il a privé le gagne-petit de son travail et l'a jeté dans la rue et il a empêché nos diplômés d'université d'obtenir des emplois dans l'industrie du pétrole ou autres industries primaires.

Considérez la lutte inégale qui se poursuit. En quoi consiste-t-elle, monsieur l'Orateur? Dans une lutte aussi inégale rien ne permet aux Canadiens de rivaliser avec la Gulf Oil pour se porter acquéreur de la British American Oil. En vérité, Gulf Oil a acheté la BA. Dans le cas de la mainmise par la Shell sur la Canadian Oils, d'autres facteurs sont entrés en jeu. La Shell était une importante société de production, mais elle manquait de débouchés au Canada. La Canadian Oils en avait. Il a été possible à la Shell, à cause d'exigences internes de la compagnie, d'offrir \$15 de plus par action pour Canadian Oils que les Canadiens pouvaient en payer.

**Une voix:** C'est honteux!

**M. Woolliams:** Depuis plus de 20 ans, les Canadiens de l'Alberta ne cessent d'intriguer pour obtenir de payer les mêmes charges fiscales que les Américains. Il y a plusieurs années, tous les terrains ouverts à la prospection du pétrole dans l'Alberta ayant été accaparés depuis longtemps, Ottawa a fait à contre-cœur une concession sur le prix d'achat des terrains.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Je dois interrompre le député pour l'informer que, conformément au Règlement, son temps de parole a maintenant pris fin.

**Des voix:** Continuez.

**M. l'Orateur:** La Chambre y consent-elle à l'unanimité?

**Des voix:** Non.

**M. l'Orateur:** Apparemment il n'y a pas unanimité.

[M. Woolliams.]

**Des voix:** Si, continuez.

**M. l'Orateur:** Je vais redemander à la Chambre si elle consent à ce que le député continue.

**Des voix:** D'accord.

**M. l'Orateur:** Le second tour semble favorable au député.

**M. Woolliams:** Monsieur l'Orateur, je remercie les députés qui me permettent, grâce à leur générosité, de finir mon discours. Je vais essayer de terminer rapidement l'exposé du point que je veux faire valoir.

**L'hon. M. Davis:** Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il de lui poser une question? N'est-il pas exact que Canadian Oils et British American Oil ont toutes deux été vendues à des étrangers pendant que le très honorable représentant de Prince Albert (M. Dieffenbaker) était premier ministre du pays?

**Des voix:** Bravo!

**M. Woolliams:** Monsieur l'Orateur, je n'entrerai pas dans ce sujet. J'ai dit de propos délibéré que ces transactions se font depuis 20 ans et même plus. Puis-je dire ceci: le régime fiscal du pays est tel—et nous n'avons pas inscrit ces lois fiscales dans les recueils de lois—qu'il encourage les prises de possession par les étrangers.

**L'hon. M. Olson:** Le député voudrait-il répondre maintenant à la question?

**M. Woolliams:** Dans le cas de la Home Oil, l'accumulation énorme de pertes attribuables aux impôts en Alaska et ailleurs...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) a la parole.

**Une voix:** Il devrait répondre à la question.

**M. Woolliams:** ...pourrait lui donner aux yeux des sociétés américaines un attrait qu'elle n'aurait pas pour les Canadiens. Les privilèges commerciaux et les avantages fiscaux accordés aux sociétés américaines sur le plan intérieur favorisent leur expansion à l'étranger. Aussi, ce que je tiens à dire avant toutes choses, c'est ceci: il faut que les Canadiens soient mis sur un pied d'égalité avec les étrangers sur le plan de l'incitation fiscale. Permettez-moi de faire encore une remarque. Chaque fois qu'un navire quitte ce pays avec une tonne de minerai, une barrique de pétrole brut ou quoi que ce soit d'autre, nous nous défaisons du même coup d'autant d'emplois au Canada. Il importe de lancer au Canada un nouveau programme national. Il importe que nous transformions nous-mêmes les matières premières dont nous disposons en abondance, afin que partout au Canada, nos jeunes gens et nos jeunes filles puissent trouver des emplois. Nous ne pourrions le faire que si les Canadiens sont égaux devant l'impôt avec les étrangers qui exercent une activité économique au pays.

J'ai entendu le ministre de l'Agriculture (M. Olson), alors qu'il appartenait à un autre parti, dire qu'il partageait cette opinion alors qu'il parlait du programme politique. Je crois qu'il est d'accord avec ce que je viens de dire. La conjoncture fiscale au Canada et l'incertitude